



Alors conseiller national socialiste, Jean Ziegler aurait arrangé une rencontre à Genève avec l'OLP.

© Archives

HISTOIRE

Un accord secret entre la Suisse et l'OLP est jugé «peu probable» par les experts

Des historiens contredisent la thèse de l'accord secret passé à l'époque par le conseiller fédéral Pierre Graber avec l'OLP. Le groupe de travail a été mis sur pied à la suite des révélations d'un journaliste de la NZZ

3 minutes de lecture

ATS

Publié mercredi 30 mars 2016 à 14:01.

Pour les historiens qui se sont penchés sur le dossier, il est «très peu probable» que la Suisse ait passé un accord secret avec un groupe terroriste palestinien au début des années 1970. Ils n'en ont trouvé aucune trace dans les archives. Au vu des documents connus, il n'y a pas «d'Affaire Graber-OLP», estiment les historiens du groupe de travail des Documents diplomatiques suisses (DODIS). La Société suisse d'histoire a publié mardi un bilan intermédiaire de leurs recherches, dont la radio alémanique SRF s'est fait l'écho.

Lire aussi: Jean Ziegler a facilité un accord secret entre la Suisse et l'OLP

Le Conseil fédéral a mis sur pied ce groupe de travail à la suite des révélations d'un journaliste de la NZZ. Selon lui, l'ancien conseiller fédéral Pierre Graber aurait passé un accord avec l'Organisation de libération de la Palestine. Alors ministre des Affaires étrangères, le socialiste vaudois aurait voulu mettre ainsi fin à une série d'attaques ayant visé la Suisse en 1969 et 1970.

Indices purement «spéculatifs»

Les indices présentés par le journaliste Marcel Gyr sont purement «spéculatifs», estiment les historiens. Deux sources orales importantes sont restées anonymes, ce qui réduit largement la portée de leurs affirmations, écrivent les historiens Sacha Zala, directeur de DODIS, Thomas Bürgisser et Yves Steiner.

Il n'est pas impossible qu'il y ait bien eu une rencontre entre un représentant de la Confédération et un émissaire de l'OLP à un certain moment, selon eux. Mais si tel est le cas, l'ensemble du collège gouvernemental, ou du moins sa délégation chargée des affaires étrangères, aurait été au courant. Un cavalier seul de Pierre Graber est donc «hautement improbable».

Lire aussi: La thèse du pacte secret fait pschitt!

Dans son livre «Schweizer Terrorjahre», Marcel Gyr affirme au contraire que le conseiller fédéral aurait, en secret et sans l'accord de ses collègues, pris contact avec l'OLP. Alors conseiller national socialiste, Jean Ziegler aurait arrangé une rencontre à Genève.

Archives classifiées

Autre point soulevé par le journaliste, l'accord secret aurait eu des répercussions sur l'enquête sur le crash d'un avion à Würenlingen (AG) en février 1970. Une bombe avait explosé peu après le décollage, tuant 47 personnes. Les auteurs de l'attaque n'ont jamais été poursuivis en justice.

De nombreuses archives concernant ce drame sont encore classifiées. L'enquête a certes pu être enterrée sur pression politique. Mais cela ne signifie en aucun cas qu'un arrêt des investigations ait été conclu lors d'un accord secret avec l'OLP, relativisent les historiens.

Ils rappellent également que le Conseil fédéral a décidé à l'automne 1970 de laisser libres les trois auteurs de l'attentat dans un échange impliquant la libération d'otages. Cet échange n'a jamais été secret.

Le groupe de travail, qui n'exclut pas encore totalement à ce stade la thèse d'un accord, présentera le fruit de ses recherches fin avril. Les commissions de gestion du parlement sont entrées dans la danse et veulent être informées du résultat des travaux.
